

Les exclus de la rue de Valois – Réponse à Madame Nyssen Ministre de la Culture
Par Fabrice Raffin, sociologue, Maître de Conférences, Université de Picardie Jules Verne – Laboratoire Habiter Le Monde

« La culture ce n'est pas un supplément d'âme » déclare Madame Nyssen Ministre de la Culture ce vendredi 27 octobre 2017 au micro de Marc Fauvelle sur France Inter. Le propos en soi n'a rien d'original, mais présenté comme le début d'un programme de politique culturelle, il est plutôt osé.

Il remet en question le discours fondateur de Malraux de 1959, pour qui non seulement la culture *était* le supplément d'âme, et d'ajouter dans son discours de Bourges du 18 avril 1964, que « si la culture existe ce n'est pas du tout pour que les gens s'amusement ». Alors va-t-on engager une politique culturelle moins accès sur l'art, plus en lien avec les attentes des populations, quitte à s'amuser un peu ?

L'originalité de Madame Nyssen fait cependant long feu lorsqu'elle s'engoufre immédiatement dans un poncif doublé de l'habituelle bonne intention gouvernementale pour qui, « (La culture) c'est vraiment quelque chose qui fonde l'être humain, quelque chose qui permet de toucher tous ceux qui sont loins de la culture, les exclus de la culture », et de préciser « Je voudrais vraiment mener une politique pour l'inclusion de tous ces exclus, qui soit pour des raisons géographiques (...), soit pour des raisons économiques ou sociales, (...), il y a un fort travail à faire vers tous ces publics ». Nous voilà rassurés, la démocratisation culturelle dont l'échec est constaté depuis 20 ans n'est pas remise en cause, la croyance magico-lyrique dénoncée par Jean Caune est toujours présente et persistante.

Alors où est le problème ?

Le problème principale de cette politique est qu'elle part d'un constat éronné, celui de l'exclusion culturelle. En fait, il n'y a pas d'exclus de la culture, il n'y a que des personnes ayant leurs propres pratiques culturelles et leurs modes d'expérience esthétique. Et de réaffirmer ici qu'il n'existe pas de milieu social qui n'ait ses propres pratiques culturelles. En réalité, la culture que voudrait nous diffuser les politiques publiques, est principalement celle portée par ceux qui peuvent se faire entendre, le plus souvent les classes moyennes supérieures. Elles ont certainement raison de le faire, tout comme il faut affirmer ici l'intérêt d'un soutien à l'art et reconnaître la qualité du travail des « professionnels de la culture ». Cependant, bien souvent, sous couvert « d'universalisme », ces acteurs imposent une « bonne culture » qui est en fait la leur. De ce point de vue, le scandale est bien qu'une petite partie de la population accapare la quasi totalité de l'argent public pour aider à la diffusion et à la création de formes minoritaires de théâtres, d'arts plastiques et de musiques, les siennes. Que le ministère de la culture soutienne ces formes esthétiques rares et non rentables est tout à fait louable, que l'ensemble de l'argent public soit dédié à ces formes, leurs acteurs et leurs équipements sans tenir compte des besoins et aspirations esthétiques diverses des populations est peu démocratique.

Aussi, contrairement à ce qu'évoque madame Nyssen qui circule beaucoup sur les territoires, la gratuité n'a jamais augmenté le taux de fréquentation d'un établissement culturel, pas plus que la proximité spatiale. Ce n'est pas à la culture que le ministère voudrait donner accès, mais à des formes d'art qui sont loin de concerner l'ensemble des populations, et qui sont définies par leur lien à l'histoire de l'art. Une bonne part de la population ne voit pas l'intérêt d'accéder à ces formes esthétiques parce qu'elles ont déjà les leurs.

De plus, en effet, les sens culturels ne se construisent pas nécessairement dans le sacré, l'intemporel, l'universel, ni le supplément d'âmes comme en est bien consciente Madame la Ministre, *dont acte* ? A quand le soutien aux pratiques culturelles de la majorité des français dans la quotidienneté, par rapport au parcours des individus et leurs véritables intérêts : mon groupe social ou générationnel, ma région ou ma ville, telle question ou tel problème qui me préoccupent aujourd'hui. Les usages sociaux de la culture sont multiples : de la simple poétisation du quotidien à l'animation d'une soirée, jusqu'aux propos esthétiques les plus élaborés. Les productions esthétiques – morceau de musique, film, spectacle vivant – jouissent chaque fois d'un statut particulier pour leurs publics, esthétique toujours, mais également, alternativement ou simultanément, festif, ludique, économique, politique, éducatif, religieux, urbain... Il ne s'agit pas de dire ici que tout se vaut en matière culturelle. Il s'agit au contraire d'affirmer que rien ne peut se valoir à partir du moment où l'on reconnaît la diversité des sens des pratiques culturelles.

Plus en phase avec les populations, les politiques culturelles des collectivités territoriales ont pu conduire au soutien de formes artistiques moins « établies », en termes de qualité au sens précédemment évoqué. Néanmoins, toujours portées par des professionnels qui ont trouvé là une manne financière, les formes de diffusions, à de rares exceptions, relèvent de la même logique d'imposition extérieure à des « habitants » caractérisés à tort surtout par leur pauvreté culturelle.

Serait-il temps alors de passer de l'échec de la démocratisation culturelle à la reconnaissance des droits culturels, concept à même de recouvrir cette diversité d'usages sociaux de la culture. L'ambition d'inclusion dont se prévaut Madame la Ministre, ne serait-elle pas plus efficace si elle partait de la reconnaissance des pratiques culturelles réelles des français plutôt que de l'imposition de formes culturelles minoritaires, concoctées et rassemblées rue de Valois et qui se pensent universelles ? Universelles en quoi ? A partir du moment où elles sont rejetées par des pans entiers des populations.

A bien y réfléchir, les exclus ne sont peut-être pas forcément où l'on croit, comme les « ghettos de riches » du 16^{ième} arrondissement de Paris décrits par Michel et Monique Pinçon Charlot, y auraient-ils des exclus rue de Valois, déconnectés des réalités culturelles du terrain, de leur diversité, surtout prêts à soutenir leurs pairs ou homologues de classe ?

Berlin, le 30 octobre 2017